



HAL
open science

De la production à la consommation d'aliments : regards croisés entre Cianorte (Brésil) et Aubière (France)

Vanessa Iceri, Sylvie Lardon, Marcio Mendes Rocha

► To cite this version:

Vanessa Iceri, Sylvie Lardon, Marcio Mendes Rocha. De la production à la consommation d'aliments : regards croisés entre Cianorte (Brésil) et Aubière (France). *Espaces et sociétés* (Paris, France), 2016, 40, pp.111-120. hal-02631355

HAL Id: hal-02631355

<https://hal.inrae.fr/hal-02631355>

Submitted on 27 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



travaux et documents
de l'Unité Mixte de Recherche 6590

ESPACES ET SOCIÉTÉS

DOSSIER :

**Transition sociale et environnementale
des systèmes agricoles et agro-alimentaires
au Brésil**

mars
2016 **40**



universités : Angers - Caen - Le Mans - Nantes - Rennes II



Vanessa Iceri

UNIVERSITÉ BLAISE PASCAL (ED 307), UMR MÉTAFORT, CLERMONT-FERRAND, NEMO (BRÉSIL)

Sylvie Lardon

INRA ET AGROPARISTECH, UMR MÉTAFORT, CLERMONT-FERRAND

Márcio Mendes Rocha

UNIVERSIDADE ESTADUAL DE MARINGÁ - UEM, NEMO (BRÉSIL)

INTRODUCTION

Cette contribution est issue d'une précédente recherche effectuée au sein de l'UMR Métafort (Mutations des Activités, des Espaces et des Formes d'Organisation dans les Territoires Ruraux) de l'INRA à Clermont-Ferrand, de 2012 à 2013 en partenariat avec le laboratoire brésilien NEMO (Núcleo de Estudos de Mobilidade e Mobilização de l'Université de l'État de Maringá). Cette étude a été menée dans le cadre du Master en Géographie de l'Université de l'État de Maringá (dirigé par Márcio Mendes Rocha) et aussi du master 2 « Territoire, Acteur et Modélisation », de l'Université Blaise Pascal (dirigé par Sylvie Lardon). Cet article a été réalisé sur la base du mémoire réalisé et élargi à la question des circuits courts alimentaires à Cianorte (Brésil) et à Aubière (France). L'objectif était d'évaluer en quoi ces modes de circuits contribuent à la question de la sécurité et alimentaire.

La problématique s'appuie sur le postulat selon lequel la production agricole intensive, industrielle et monoculturale ne répond pas aux demandes alimentaires locales. De plus, ce modèle est néfaste pour la qualité de l'alimentation, mais aussi pour l'environnement et la biodiversité. D'autre part, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle la relocalisation et le renouvellement du modèle de production agricole et de consommation alimentaire peuvent être une réponse à l'accès à des aliments en quantité et qualité suffisantes dans une perspective d'autonomie des populations et de maîtrise de leur territoire.

L'objectif a donc été de diagnostiquer la production agricole de proximité, la consommation et la distribution d'aliments. À partir des données recueillies, nous proposons d'identifier les convergences entre des territoires distincts : Cianorte au Brésil et Aubière en France. Nous allons également établir un dialogue entre ces deux terrains sur la question de sécurité et

de l'autonomie alimentaire qui est un sujet de débat actuel dans ces deux pays.

Nous proposons dans cet article une première partie introductive sur les concepts et discussions théoriques. Dans un deuxième temps, on abordera la méthodologie de travail. La troisième partie sera liée à la présentation des terrains étudiés et aux résultats obtenus. Enfin, une quatrième partie présentera la conclusion tirée de cette confrontation empirique.

I- LES ENJEUX ALIMENTAIRES ET LES PROPOSITIONS D'ALTERNATIVES

Il est important de garantir le droit à l'accès à la nourriture, en respectant les habitudes alimentaires de chaque peuple (Maluf et Menezes, 2008). L'agriculture est une activité à caractère politique, face à l'actuelle hégémonie du modèle dominant : des hommes luttent afin d'obtenir des moyens, des ressources et un soutien pour la production de leurs propres aliments (Thomaz Jr., 2006).

En ce sens, notre approche soutient l'idée que la souveraineté alimentaire, en matière de valorisation de la production locale faite par les agriculteurs familiaux, implique l'accès à la terre, à l'eau et aux semences pour une production autonome et écologique. Cette forme d'agriculture offre des aliments sains et facilement accessibles à la population. Le débat sur la sécurité alimentaire s'insère dans cette réflexion et propose un accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisantes pour tous et tenant compte des habitudes alimentaires, en particulier celles des classes populaires et pour les zones de périphéries urbaines. En complément, le concept de la souveraineté alimentaire met en avant la relation entre l'alimentation et l'économie. Cette souveraineté se définit comme le droit d'une population ou d'une

région à définir sa politique agricole et alimentaire, sans être victime d'un dumping de prix venant de pays tiers (Maiga, 2008).

Un autre courant comme l'agro-écologie défend aussi l'autonomie et la liberté du point de vue de la production alimentaire. Elle consiste en la recherche d'une autonomie et d'une meilleure qualité de la production et du travail.

À son tour, l'AUP (agriculture urbaine et périurbaine) vise aussi à répondre à la demande d'aliments dans les régions urbaines et leurs environs par le développement de circuits courts et le commerce local. Au regard de la gestion de l'espace, elle peut également jouer un rôle important dans la revitalisation des zones urbaines défavorisées. Bien qu'il existe de nombreux paramètres pour définir l'agriculture urbaine, tels que la localisation, la fonction, la dimension spatiale, les personnes impliquées (Mougeot, 2000; Ferreira et Castilho, 2007), nous aborderons ici principalement la question des circuits de proximité entre production et consommation, proposée par cette agriculture urbaine. Ainsi, Castelo Branco et Alcantara (2011) énumèrent un certain nombre d'avantages que l'AUP peut générer : une offre d'aliments sains et une meilleure nutrition, un lien affectif, l'échange d'expériences, l'interaction sociale, l'autogestion, la réduction de la violence, l'embellissement du paysage, le recyclage de déchets organiques, la récupération et la conservation de l'environnement.

L'économie sociale est un autre concept lié à notre sujet. Il s'agit d'une tentative de réduire les inégalités socio-économiques et d'améliorer les conditions d'un développement humain durable, comprenant notamment l'éducation, la santé, la culture, l'environnement et la démocratie. En outre, elle contribue à entretenir du lien social qui valorise la solidarité et la sociabilité (Gadrey, 2004). Au travers de l'économie sociale et solidaire, selon Mance (1999), il est possible de favoriser la création de relations qui visent à bâtir des sociétés qui partagent des idées de coresponsabilité, pour le respect de la qualité de vie. La consommation consciente, responsable dans cette économie revêt une importance fondamentale pour le renforcement de l'agriculture familiale, basée sur la sécurité alimentaire et sur l'agro-écologie. En effet, grâce à l'achat responsable et local, qui valorise le territoire des habi-

tants, elle évite d'alimenter les grands groupes privés peu soucieux de la santé des consommateurs, ni du travail humain, et qui font peser une menace sur les ressources naturelles. En cela, l'économie sociale représente une avancée, construite collectivement.

Pour conclure, ces éléments mettent en évidence les enjeux actuels concernant l'approvisionnement alimentaire de qualité et représentent aussi un défi de relocalisation, de reconquête du domaine productif et de la consommation alimentaire. Ils soulignent l'importance de politiques publiques institutionnelles et d'actions citoyennes pour soutenir ces démarches.

II- MÉTHODE

Pour analyser des possibilités de réponses aux enjeux de production, de commercialisation, et de consommation d'aliments, nous avons travaillé sur le diagnostic des circuits courts de Cianorte (Brésil) et d'Aubière (France). La méthodologie utilisée n'a pas été conçue au départ pour permettre une étude comparative stricte entre les deux municipalités, mais il s'agit d'une approche exploratoire de compréhension des circuits courts alimentaires au sein de ces deux contextes. Pour faire dialoguer les données, une étude empirique sur le comportement de production, de consommation et de commerce a été réalisée à partir d'entretiens. Les données produites ont été analysées selon trois dimensions : une plus qualitative par analyse thématique, une autre plus quantitative au moyen du logiciel *Sphinx Plus Lexica*, et enfin, une analyse socio-spatiale.

2.1 Population interrogée

Pour les deux terrains, deux types de population similaires ont été interrogés. Le terrain brésilien a cependant été plus exploré pour des raisons d'accessibilité aux populations, de disponibilité du chercheur (temps de présence en France réduit) et de compréhension de la langue.

À Cianorte, des entretiens ont été effectués auprès de trois acteurs municipaux et des organisations de la société civile (associations, coopératives), ainsi que 20 agriculteurs (soit directement au sein de leurs exploitations, soit lors des marchés), six restaurateurs (sur leur lieu de travail) et 33 consommateurs (à domicile).

Les acteurs municipaux ont été choisis selon les quatre secrétariats qui interviennent dans la sécurité alimentaire : agriculture, éducation (cantines), action sociale, aménagement et urbanisme. Quant au choix des agriculteurs nous avons ciblé la production alimentaire ainsi que ceux de la vente directe au marché.

Une sélection spatiale a été effectuée d'abord au travers de l'analyse d'une image satellite où il a été possible d'identifier la zone de concentration des exploitations des agriculteurs familiaux. Pour aborder les différentes classes sociales de Cianorte, les consommateurs ont été choisis selon les quartiers de leurs domiciles de façon aléatoire, ainsi que les restaurateurs du centre-ville. Tous ces entretiens ont été menés au cours du printemps et de l'été 2012.

À Aubière, des entretiens ont été réalisés au marché et à l'AMAP (Aub'amap) auprès de 25 consommateurs et 15 agriculteurs. Deux restaurateurs ont également été interrogés (sur leur lieu de travail). Tous ces entretiens ont été menés de façon aléatoire au cours de l'hiver 2012/2013.

2.2 Procédure de passation et d'analyse des données

Des guides d'entretiens ont été construits avec plus de questions ouvertes à Cianorte, et par le biais d'une structure plus étroite (avec moins de questions ouvertes) à Aubière. L'investigation avec les agriculteurs consistait à comprendre leur caractéristique et celle de leur exploitation (âge, scolarité, gestion du travail, taille de l'exploitation, etc.), le profil de production (techniques, produits, outils), les débouchés commerciaux et un bilan de l'activité agricole (points positifs ou difficultés). Ce qui nous intéressait, au niveau des consommateurs, c'était de comprendre leurs caractéristiques générales (sexe, âge, adresse, scolarité, etc.), leurs pratiques de consommation (quels produits ils achetaient, où, pour quelles raisons, etc.), la partie de leur salaire dédié à l'alimentation, leur manière de s'adapter (en fonction des saisons, des maladies, des restrictions économiques, etc.), et leur éventuelle pratique du jardinage (potager). Enfin, par rapport aux restaurateurs l'intérêt était de savoir le profil de leur approvisionnement (type de produits, lieu d'achat, critère d'achat, produits biologiques et régionaux, etc.).

Une première analyse thématique de ces données a été effectuée selon certains thèmes : régime foncier, points de vente et d'approvisionnement, gestion du travail et organisation collective, caractéristiques productives, aspects politiques, ainsi que points forts et faibles de leur activité. Ces thèmes ont été sélectionnés car ils sont une base pour l'articulation entre la production, la distribution et la consommation alimentaire de façon à répondre la question du renforcement de la sécurité alimentaire.

En suite les informations recueillies auprès des entretiens ont été saisies dans le logiciel Sphinx pour réaliser leur traitement quantitatif. Des données statistiques ont été générées, permettant la construction de tableaux croisés avec deux variables).

Par ailleurs, afin de mieux comprendre les dynamiques présentes dans ce territoire, une analyse socio-spatiale (voir figures 1 et 2) a également été menée. Celle-ci part des acteurs sociaux pour arriver à l'échelle du territoire, dans un processus de croisement des informations spatiales et sociales. Grâce à l'analyse de réseau d'acteurs et des politiques territoriales, nous avons pu qualifier la circulation et la commercialisation d'aliments.

Le choix des lieux d'achat, d'un groupe de consommateurs, peut être par exemple considéré comme une activité qui met en lien l'interaction de la société sur l'espace, car il peut renforcer aussi bien un type de commerce qu'un type de production alimentaire, et que ce choix peut générer des conséquences directement liées au territoire.

2.3 Caractérisation des terrains

Les territoires d'étude sont marqués par les différences de taille, de population, de diversité des modes de gestion territoriales et de l'intervention des politiques publiques. Au Brésil, la gestion administrative à l'échelle plus locale est composée par 5570 communes, six fois moins que la France avec ses 36000 communes, malgré le contraste de la taille entre ces deux pays : le Brésil est 15 fois plus grand (IBGE, 2014, INSEE, 2015).

• Différences à grande échelle

Après la réforme des collectivités territoriales en France, certaines compétences administratives de l'État français ont été transférées aux collectivités

locales dans le cadre du processus de décentralisation. Ainsi, le territoire d'action des projets s'inscrit dans une échelle locale. Toutefois, en tant que membre de l'Union Européenne, la France a également l'obligation de suivre certaines directives imposées à plus haute échelle, ce qui lui permet de recevoir en retour des subventions européennes.

Dans le cas brésilien, trois échelles sont fondamentales : l'état fédéral, les unités fédératives et les municipalités. Les microrégions, les méso-régions et les régions sont utilisées seulement pour permettre l'agrégation et la diffusion de données statistiques.

- *Différence à échelle locale les zones d'étude*

Aubière est une commune française de la région Auvergne, qui développe une forte production agricole, notamment en élevage et en production céréalière. Toutefois, Aubière est considérée comme une commune urbaine, ce qui explique que la production agricole ne focalise pas l'intérêt des pouvoirs locaux, malgré sa tradition d'agriculture urbaine, notamment en matière de potagers collectifs, qui datent de plus de 200 ans.

La commune de Cianorte est située à la région sud du Brésil, dans l'état du Paraná qui a aussi une tradition agricole très marquée. Cianorte, comme plusieurs autres villes du nord du Paraná, a fait l'objet d'une planification par le projet d'aménagement du territoire de la Companhia Melhoramentos Norte do Paraná (CMNP - entreprise d'origine anglaise) dans les années 1960, période de grande production de café. Dans son projet d'aménagement, Cianorte a été dessinée sous le modèle anglais de ville-jardin qui comprend une ceinture verte de production alimentaire, ce qui en fait l'une de ses spécificités.

III- SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, CIRCUITS DE COMMERCIALISATION, ACTEURS LOCAUX, ET POLITIQUES PUBLIQUES ?

La caractérisation du fonctionnement des circuits de commercialisation, le mode d'agir des acteurs et les objectifs des politiques publiques sont ici des résultats pour comprendre la question de l'accessibilité alimentaire avec l'émergence d'un courant qui vise à encourager la production locale, le contact direct avec les consommateurs, le respect de la diversité culturelle et de la biodiversité, et enfin le respect de l'environnement, au travers d'actions citoyennes ou publiques.

3.1 Les circuits courts de commercialisation

La proximité géographique et la présence d'intermédiaires peuvent varier d'un endroit à l'autre dans les circuits de proximité alimentaires. Les circuits « les plus courts » favorisent souvent une meilleure relation entre les acteurs locaux et permettent de contribuer au développement d'une agriculture durable, essentielle à l'aménagement du territoire. Ces types de circuits ont pour but de maintenir l'équilibre entre les intérêts économiques, sociaux et environnementaux du territoire (Fayette, 2012).

La vente directe, selon Maréchal (2007), a une dimension revendicative en tant qu'instrument de lutte sociale, qui oblige les différents acteurs sociaux à chercher des alliances (Durand, 2007). En outre, ce modèle favorise la reterritorialisation de l'alimentation, la rend accessible, met en relation la santé et la nutrition, la culture et la gastronomie, la production et les circuits de proximité (Fayette, 2012).

Parmi toutes les formes de commercialisation directes, ce travail met en évidence trois modes :

- *La restauration collective dans les cantines scolaires*

En France, l'achat direct de produits frais est à l'initiative des gestionnaires et des diététiciens de restaurants scolaires.

Au Brésil, l'achat direct résulte d'une politique fédérale qui veut répondre aux besoins nutritionnels des élèves, tout en favorisant la croissance, l'apprentissage et la formation d'habitudes alimentaires saines (FNDE, 2012).

- *Les marchés*

Dans le cas Cianorte, le marché se trouve dans un espace réservé, mis à disposition par la Mairie. Il est constitué de 65 tentes, exclusivement consacrées à la vente de produits alimentaires. Une des caractéristiques de ce marché est qu'il représente aussi une association de producteurs à laquelle les agriculteurs de la commune doivent appartenir pour obtenir l'autorisation de vendre sur le marché.

Le marché d'Aubière est composé d'environ 160 tentes en 2013 et il présente plusieurs types de produits (alimentaires ou non). Pour y adhérer, il n'est pas nécessaire de venir d'un territoire spécifique. Toutefois, l'avis de la commune est toujours obligatoire.

- *Les AMAP*

Les Associations pour le Maintien de l'Agriculture

Paysanne (AMAP) sont des systèmes de production et de distribution qui mettent en connexion directe les agriculteurs et les consommateurs. Le principe de base est que chaque semaine, un producteur propose un panier de nourriture aux consommateurs qui signent au préalable un contrat d'adhésion. Ces contrats ont une durée d'un an ou d'une saison et sont payables à l'avance, ce qui offre une garantie de revenu mensuel au producteur. Dans ce contrat, la partie qui concerne les obligations de l'agriculteur comprend la fourniture d'aliments frais et le mode de production respectant l'environnement. Quant au consommateur, il accepte les éventuelles modifications dues aux aléas naturels (intempéries par exemple) (Lamine, 2008).

3.2 Quel profil d'acteurs ?

L'organisation collective des acteurs existe de façons différentes au Brésil et en France. Dans le premier pays, cette organisation est surtout présente au niveau des producteurs, alors qu'en France, cela se retrouve surtout au niveau des consommateurs. Pour autant, cette différence semble s'articuler autour de dialogues complémentaires.

• Les agriculteurs

Concernant les agriculteurs interrogés à Aubière, on constate de manière générale qu'ils habitent à l'extérieur de l'exploitation et travaillent le plus souvent avec une main-d'œuvre familiale. La plus grande partie des agriculteurs est propriétaire de leur terrain, d'environ 44 ha en moyenne¹. Les producteurs sont souvent intéressés par la production biologique, du fait de l'exigence des consommateurs qui y sont eux-mêmes sensibilisés. L'organisation collective des agriculteurs par le biais des associations et/ou des coopératives représente seulement 33 % de l'échantillon ; les associations en question sont « Bienvenue à la Ferme » et « BIO 63 ». Au niveau des politiques publiques, la plupart des réponses (67 %) associaient le mot politique directement aux aides publiques financières, ainsi les producteurs signalent n'être pas intéressés par ces bénéfices, soit à cause de la bureaucratie, soit par non-nécessité.

1- Les tailles varient fortement en fonction du type de production. Certains producteurs de légumes ont dit avoir des jardins avec moins d'un hectare, tandis que les producteurs de fromages peuvent avoir jusqu'à 128 hectares de terres (production de céréales, plus élevage extensif).

Les agriculteurs interrogés à Cianorte, quant à eux, habitent de manière générale dans l'exploitation agricole et sont assistés d'une main-d'œuvre familiale. La majorité d'entre eux sont aussi propriétaires de leurs terrains. Quant à la vie en coopération collective, les agriculteurs de Cianorte font tous partie d'une association, soit pour partager biens et outils, soit pour accéder plus facilement au marché (comme dans le cas des cantines scolaires). Parmi eux, un seul pratique l'agriculture biologique. L'utilisation de produits chimiques a été un sujet assez tabou et au fur et à mesure des entretiens, les agriculteurs qui déclaraient ne pas en utiliser révélaient plus tard qu'ils en faisaient un usage raisonnable.

Sur le plan de la commercialisation, le marché est un point de vente commun à Aubière comme à Cianorte mais on note des spécificités. Dans le cas français, il existe des contrats saisonniers par exemple avec les consommateurs de l'AMAP qui garantissent la production des agriculteurs, tandis que dans le cas brésilien il existe des contrats publics avec les cantines scolaires municipales qui suivent une politique publique nationale.

• Les consommateurs

Le régime alimentaire de Cianorte n'échappe pas au régime traditionnel brésilien, dont le riz est l'élément principal (70 %), suivi des haricots secs et de la viande (67 % chacun). Suivent ensuite les légumes comme la salade (64 %), les fruits (51,5 %), les pâtes et les biscuits (15 %), le lait et les œufs (15 %) et la farine de manioc (6 %). Une grande partie des consommateurs de Cianorte a manifesté une sorte d'inquiétude au sujet de la consommation alimentaire, notamment quand ils sont soumis à des restrictions médicales liées à un état de santé. Malgré tout, plus de la moitié de l'échantillon de consommateurs à Cianorte (60,6 %) a affirmé ne pas avoir l'habitude ou d'intérêt particulier à vérifier l'origine de leur nourriture. La seule information observée est généralement la date de péremption des produits. Le lieu des achats était majoritairement les grandes surfaces avec 65 %, tandis que le marché ne représentait que 9 %.

Le résultat de l'enquête menée auprès des consommateurs à Aubière présente une population plus attentive à la diversification de produits alimentaires, à la saison optimale de culture et de consom-

mation et aux origines de chaque produit. Dans la hiérarchie des aliments les plus consommés, les fruits et légumes occupent la première place (21,3 %) avec le fromage (21,3 %), suivi par la viande (20,4 %) et les produits transformés (18,5 %) et la restauration (18,5 %). En outre, le choix de lieu d'achat est aussi plus diversifié, bien que la grande surface soit dans ce cas aussi le lieu privilégié. À Aubière, le choix de point de vente directe est motivé par plusieurs critères liés aux produits (issus de l'agriculture biologique, d'origine locale, de qualité, etc.), au temps et à l'argent (moins cher, plus pratique, etc.), à la santé et à une consommation durable (écologie et énergie, adhésion à une nouvelle consommation, soutien de l'agriculture paysanne).

- *Les restaurateurs*

Les restaurateurs d'Aubière qui ont bien voulu répondre à nos questions proposent dans leur menu des plats traditionnels ainsi que des plats du jour. Ils utilisent dans certaines recettes des produits régionaux. Alors qu'ils montrent un vif intérêt pour les produits locaux, aucun d'entre eux n'a valorisé les produits biologiques dans ses achats. Les établissements s'approvisionnent de préférence auprès de fournisseurs qui livrent des aliments frais. Ces restaurants complètent également leurs achats dans les supermarchés.

Dans les restaurants de Cianorte, généralement, le fournisseur est le supermarché qui tient son approvisionnement d'une centrale de distribution de Maringá, la CEASA² (à 70 km de Cianorte). La valorisation de la diffusion des produits du terroir n'est pas observée dans ces établissements à Cianorte.

3.3 Quelles politiques pour soutenir la production locale et l'accès à l'alimentation ?

Dans ce troisième point de présentation des résultats, on s'intéresse à la place de la sécurité alimentaire dans les politiques publiques, notamment liée aux aspects de production, de commercialisation et des consommations, en passant également par l'aspect économique qui permet l'accessibilité alimentaire. Par conséquent, trois programmes publics brésiliens seront présentés ainsi que deux français.

2- *Centrais Estaduais de Abastecimento* : entreprises d'État ou à capitaux mixtes (publics et privés), visant à améliorer la commercialisation et la distribution de produits horticoles.

Au Brésil, un conflit d'intérêts existe entre les grandes exploitations qui dominent l'agro-exportation et les petits agriculteurs paysans, qui se chargent en priorité de l'approvisionnement alimentaire. Cette dualité se retrouve également entre les deux ministères brésiliens chargés de l'agriculture : le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement (MAPA) qui soutient les grandes exploitations et le Ministère du Développement Agraire (MDA) qui privilégie l'agriculture paysanne familiale. Un autre ministère est en charge des questions d'alimentation, notamment de la sécurité alimentaire, le Ministère du Développement Social et de la Lutte Contre la Faim (MDS). Leurs programmes et leurs actions varient, allant de l'assistance (par la distribution des revenus) à la génération de revenus et la mobilisation sociale, avec des programmes d'alimentation et de nutrition et le renforcement de l'agriculture familiale. Les politiques publiques brésiliennes présentées ci-après sont toutes liées et coordonnées car elles font partie d'un ensemble de politiques gouvernementales, créées à partir de 2003 dans le cadre de la stratégie de sécurité alimentaire du programme « *Fome Zero* » (Faim Zéro). Rappelons que les politiques évoquées ci-dessous relèvent de la stratégie du gouvernement en place et non de l'État, c'est-à-dire qu'elles peuvent être abandonnées ou non par le gouvernement suivant.

- *Fome Zero*

Le *Fome Zero* est un grand programme national qui regroupe un ensemble de politiques concernant les trois niveaux de gouvernement : fédéral, étatique et municipal. Ses principaux programmes d'action sont le Bolsa Familia (distribution de revenus) et PNAE (Programme National pour l'Alimentation scolaire). En raison des fortes différences économiques et sociales existant dans le pays, ce programme Faim Zéro agit sur quatre fronts de l'insécurité alimentaire : l'accès à la nourriture, le renforcement de l'agriculture familiale, la génération de revenus, la mobilisation et le contrôle social. On assiste donc à une politique appliquée de manière verticale. D'autres politiques en revanche (à l'exemple du SISAN) sont plus participatives, leurs actions se diffusant du bas vers le haut. En effet, ces décisions sont issues de discussions entre acteurs locaux, puis se transmettent jusqu'au gouvernement fédéral.

- *Brasil sem Miséria*

« Brésil sans Misère » est un programme social du gouvernement fédéral brésilien, créé pendant la présidence de Dilma Rousseff. Lancé en juin 2011, le programme vise à éliminer l'extrême pauvreté qui touche 16,2 millions de personnes vivant avec moins de R\$70 (environ 24 euros) par mois. Ce programme est considéré comme le prolongement du programme précédent de lutte contre la pauvreté du gouvernement Lula (connu sous le nom de *Bolsa Família*).

- *SISAN*

Le Système National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SISAN) a été créé quant à lui en 2006 pour assurer le droit humain à une alimentation adéquate. Son objectif est d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des plans de sécurité alimentaire et de promouvoir la surveillance, le suivi et l'évaluation de l'alimentation dans le pays.

En ce qui concerne Aubière, deux politiques de niveau national, le Programme National pour l'Alimentation (PNA) et le Plan d'Action pour développer les circuits courts touchent au sujet évoqué.

- *Le Programme National pour l'Alimentation (PNA)*

Il a été mis en place, en 2010, par le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire en partenariat avec d'autres ministères. L'État intervient dans ce cas comme un facilitateur et un catalyseur des initiatives qui sont mises en œuvre par l'ensemble des partenaires impliqués. L'objectif de ce programme, inscrit dans une perspective de développement durable, a pour ambition de maintenir les traditions culinaires et de renforcer liens sociaux. Il vise également à l'accès pour tous à une nourriture de qualité, qui garantisse la sécurité des aliments et la santé publique, préserve le modèle agricole, l'industrie agroalimentaire et les emplois liés à ses secteurs.

- *Le Plan d'action pour développer les circuits courts*

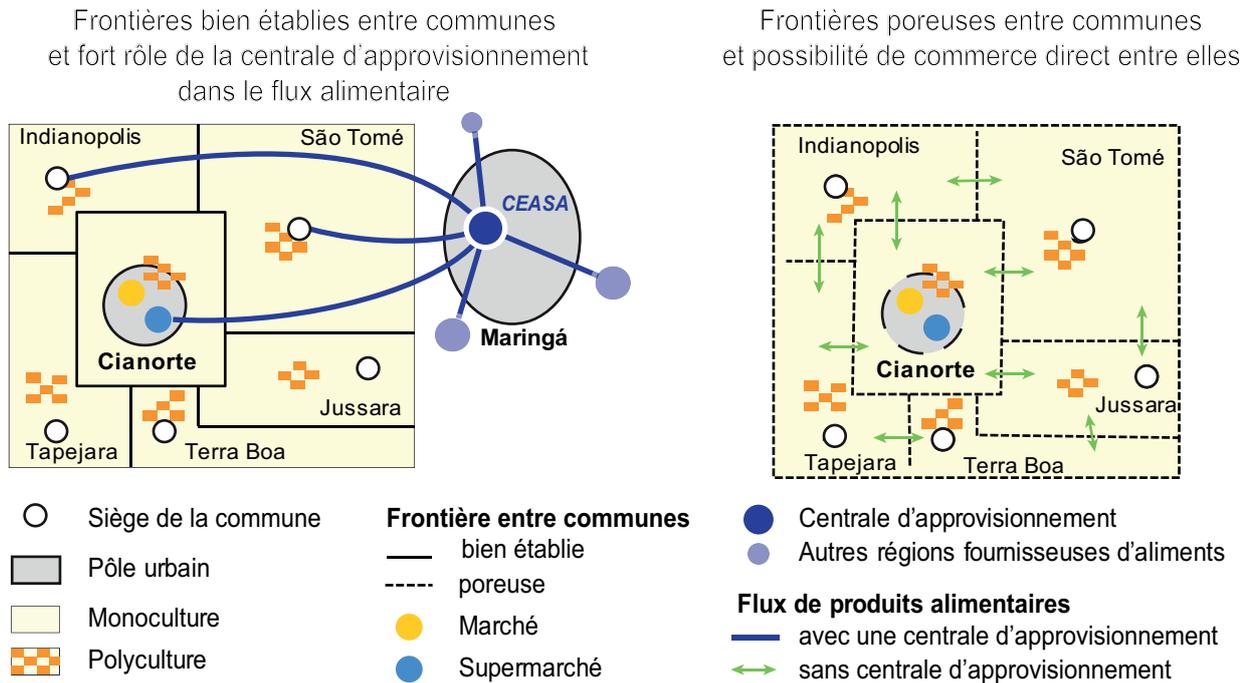
Ce plan a comme objectif de renforcer une agriculture durable (pour l'environnement et pour les agriculteurs) et de répondre à demande d'une consommation responsable. L'application du concept des circuits courts, que le programme vise à atteindre, a

pour but de développer la vente directe à la ferme, de forme collective, sur les marchés, en tournée ou à domicile, par correspondance ou organisée à l'avance (à l'exemple de l'AMAP). De plus, cette politique encourage certaines ventes indirectes avec un seul intermédiaire comme la restauration (traditionnelle, collective, etc.) et le commerce-détaillant (boucher, épicerie de quartier, etc.). Ce plan d'action pour les circuits courts se concentre aussi sur l'amélioration des connaissances de ces circuits et leur diffusion, la formation des agriculteurs s'engageant dans ces démarches, l'appui à l'installation d'agriculteurs et une meilleure organisation des circuits courts.

Au Brésil, les politiques publiques proposées par les gouvernements sont plus fortement présentes et interventionnistes. Cependant, nombre de critiques portent sur « l'assistencialisme » (« subventionisme ») de ce procédé et sur l'usage de ces politiques à des fins électoralistes. Ainsi les entretiens à Cianorte montrent que l'espoir d'améliorer la vie est clairement lié aux aides gouvernementales. Malgré tout, les agriculteurs ont mentionné que les politiques publiques ne sont pas claires, ni simples, ni continues³.

De l'autre côté de l'Atlantique, la plupart des agriculteurs d'Aubière n'ont pas envie de recevoir l'aide du gouvernement, parce qu'ils se jugent capables de mener seuls leur travail. Toutefois, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais utilisé l'aide du gouvernement. En effet, certains ont par exemple expliqué qu'ils avaient déjà reçu quelques subventions ou une aide au début de leur activité, mais qu'ils atteignent aujourd'hui leur autonomie et ce qui ne nécessite plus de nouvelles aides publiques. Par ailleurs, le prix demandé par le gouvernement (cahier des charges) est une deuxième raison pour laquelle les agriculteurs d'Aubière ne veulent pas avoir recours aux aides du gouvernement.

3- Les agriculteurs rencontrent des difficultés pour monter le dossier de réponse à l'achat public. Par ailleurs, la période de mise en place de la plateforme publique varie chaque année .

Figure 1 : Modèles de dynamiques alimentaires à Cianorte selon le type de frontière territoriale

IV- COMMENT CHAQUE ÉCHELLE D' ACTIONS PERMET DE REPENSER LE DEVELOPPEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET D'OUVRIR DE NOUVELLES PERSPECTIVES ?

Le concept de sécurité alimentaire employé dans ce travail aborde de façon systémique cet enjeu au travers d'une réflexion sur : l'offre alimentaire (diversité des modes de production agricole, conséquences environnementales, sociales, culturelles et territoriales), l'accessibilité (physique, socio-économique) et la demande (consciente, influencé, autonome).

Dans ce sens les travaux empiriques, menés auprès de ces deux communes, ont irrigué la réflexion sur le développement de la sécurité alimentaire. Les organisations collectives entre acteurs locaux ont favorisé la mise en place des structures de commercialisation en circuits courts (marché et AMAP), ainsi que les politiques publiques (restauration collective).

Ce développement de la sécurité alimentaire est traduit par un mouvement qui cherche l'offre et la consommation alternative, par une sensibilisation des acteurs politiques pour la création des programmes qui mettent en valeur la production locale, par le développement d'une alimentation plus saine issu de l'agriculture biologique. De ce mouvement, une réflexion émerge au niveau de l'approche territoriale, qui établit des frontières et délimite l'interaction sociale ou

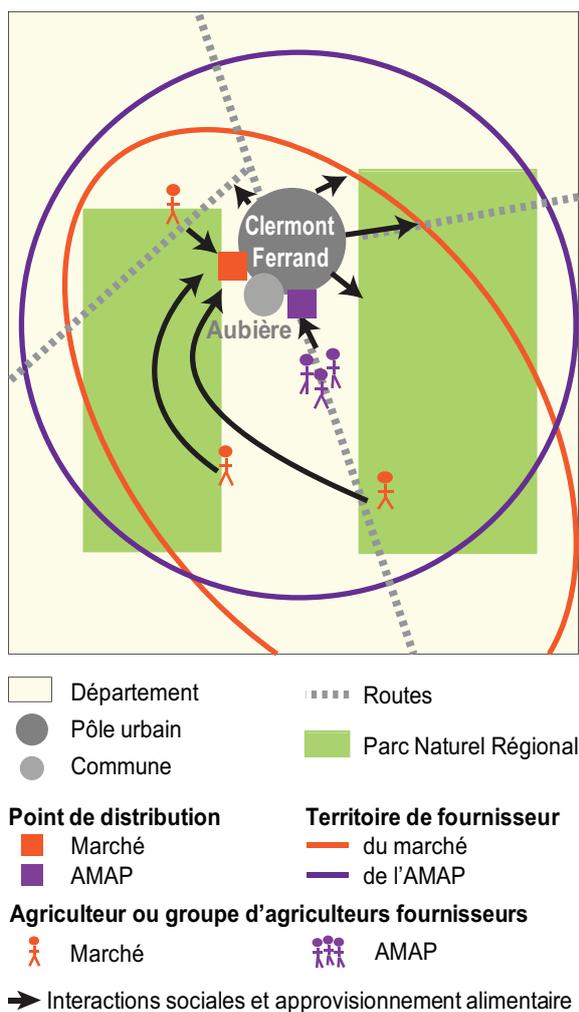
encore la circulation de produits. Il faut noter à ce propos des divergences sur le concept de « local », entre les agriculteurs de Cianorte et ceux d'Aubière. Pour cette première ville, « local » signifie « de la municipalité », c'est-à-dire que pour développer l'agriculture locale à Cianorte, cela implique de travailler avec les agriculteurs insérés dans la limite de l'espace déterminé par la municipalité. Pour Aubière le mot « local » se réfère à une production spécifique et essentielle, qui peut se trouver au plus proche de la zone de la demande. Ici la notion de « local » a donc une limite spatiale floue.

De plus, cette notion de « local » et de « proche » peut être analysée du point de vue de la gouvernance. Lorsqu'il n'y a pas de collectifs d'acteurs locaux et que la municipalité cherche à développer son territoire, chaque plan d'action vise à couvrir un espace. Mais, quand un collectif d'acteurs existe, la municipalité est considérée, par exemple, comme une aide dans la tâche de l'approvisionnement alimentaire. L'intervention se fait plus largement à l'échelle de la zone productive.

Deux schémas montrent les conséquences de la représentation socio-spatiale selon le critère de « local » tant à Aubière qu'à Cianorte.

Dans la figure 1 nous avons un modèle des frontières fermées au niveau communal qui favorise l'a-

Figure 2 : Dynamique alimentaire à Aubière



Vanessa Iceri@UMR Métafort, Clermont Ferrand, 2016

chat à la centrale de distribution, située à Maringá⁴ ou alors, un scénario avec des frontières voisines plus ouvertes à la commercialisation directe à Cianorte. La figure 2 présente un territoire d'interactions entre acteurs au niveau départemental.

CONCLUSION

Il existe plusieurs formes d'action pour la promotion de la sécurité et de la souveraineté alimentaire. Au travers cet article, nous avons cherché à présenter des initiatives qui émergent et qui peuvent correspondre à un modèle de vie, de production, de consommation et d'économie qui contribue à répondre aux attentes actuelles, sociales et environnementales, sur les aliments. En l'occurrence, l'observa-

4- Ville plus grande, localisée à 75 km de Cianorte qui concentre certains services dans la région.

tion de ces deux communes montre que le renforcement associatif est un atout pour la reconquête et la relocalisation des circuits alimentaires. Un équilibre entre les actions publiques doit être trouvé pour renforcer l'indépendance des acteurs. La durabilité de ces politiques ne peut donc être efficace que si elles s'appuient sur la participation et de consultation des populations concernées.

L'émergence d'une organisation sociale ainsi que l'intervention des politiques publiques peuvent contribuer ensemble à l'accès alimentaire à partir des circuits courts. Certains de ces circuits, à l'exemple du marché, permettent le renforcement des liens sociaux et représentent une forme de résistance aux effets socio-spatiaux du capital, à l'ère des grands centres commerciaux (Bernardino, 2015).

Enfin, faire dialoguer les demandes des acteurs locaux et les programmes publics, en parallèle à la création de réseaux, peut être un moyen pour avancer vers un modèle de gouvernance et de développement local de sécurité alimentaire.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNARDINO V. M. P., 2015, *A mobilidade da força de trabalho e do consumo nas feiras de Maringá (PR-Brasil) e de Leiria (Portugal): a resistência do setor no contexto do capitalismo global*. Maringá, 2015.
- CASTEL Odile, 2007, « La vente directe à la restauration scolaire en France et au Japon : des objectifs proches dans des systèmes très différents ». In : AMEMIYA H., *L'Agriculture Participative : Dynamiques bretonnes de la vie directe*. Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 165-180.
- CASTELO BRANCO M., ALCANTARA F.A., 2011, « Hortas urbanas e periurbanas: o que nos diz a literatura ? ». *Revista: Horticultura Brasileira*, v.29, n° 3.
- DURAND Guy, 2007, « La vente directe en Bretagne : phénomène marginal ou nouvelle manière d'exercer le métier d'agriculteur ». In : AMEMIYA H., *L'Agriculture Participative : Dynamiques bretonnes de la vie directe*. Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 65-78.

- FAYETTE E., 2012, « Quelles coordinations entre acteurs pour développer les circuits courts alimentaires de proximité en Massif Central ? », Colloque *Circuits alimentaires de proximité*, Saint-Flour, 22 novembre 2012.
- FERREIRA R. J., CASTILHO C. J. M., 2007, « Agricultura Urbana : discutindo algumas das suas engrenagens para debater o tema sob a ótica da análise espacial » *Rev. de Geografia*. Recife : UFPE – DCG/NAPA, vol. 24, n° 2, maio/agosto.
- FNDE (Fundo Nacional de Desenvolvimento da Educação), 2012, in : <http://www.fnde.gov.br/programas/alimentacao-escolar/alimentacao-escolar-apresentacao> Acessado em 27/09/2013.
- GADREY J., 2004, *L'utilité sociale des organisations de l'économie sociale et solidaire : une mise en perspective sur la base de travaux récents*. CLERSE-IFRESI, Université de Lille 1.
- INSEE – Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques. In : <http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/telechargement.asp>
- IBGE – Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística. Divisão Territorial Brasileira – DTB Municípios, 2014. In : ftp://geoftp.ibge.gov.br/organizacao_territorial/divisao_territorial/2014/
- LAMINE C., 2008, *Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?* Edition Yves Michel.
- MAIGA V. H., 2008, « Il n'y a pas 1000 définitions pour la souveraineté alimentaire », *Uniterre - Le mensuel agricole indépendant*.
- MALUFR S., MENEZES F., 2000, *Caderno "Segurança Alimentar"*. CDPA/UFRJ, IBASA.
- MARÉCHAL G., 2007, « La vente directe et l'organisation de l'espace périurbain » In : AMEMIYA H., *L'Agriculture participative : Dynamiques bretonnes de la vie directe*. Presses Universitaires de Rennes, 2007, p.79-96.
- MOUGEOT L., 2000, « Agricultura Urbana : conceito e definição », *Rev. de Agricultura Urbana*. www.agriculturaurbana.org.br/RAU/AU1/AU1conceito.html
- MANCE E. A., 1999, *A revolução das redes : a colaboração solidária como uma alternativa pós-capitalista à globalização atual*. Petrópolis : Vozes.
- THOMAZ JR A., 2006, « Trabalho, Reforma Agrária e Soberania Alimentar : elementos para recolocar o debate da luta de classes no Brasil. Presidente Prudente », *Pegada*, n° 2, v.7, p. 103-122.



SOMMAIRE

RÉSUMÉS DE TRAVAUX

- *Approche géographique des vulnérabilités et des inégalités à travers les mobilités quotidiennes dans les métropoles d'Amérique latine*
Florent Demoraes, p. 7-20
- *La ruralité au comptoir: une géographie sociale et culturelle des cafés ruraux bretons*
Nicolas Cahagne, p. 21-32

COLLOQUES, SÉMINAIRES

- *Femmes et citoyenneté: des modes de constructions sociales. Journée scientifique Mali-Genre*
Fatoumata Coulibaly, Anne Ouallet, p. 35-45

POSITION DE RECHERCHE

- *Une action publique « ordinaire » ? Réflexion sur la production de l'espace: rapports aux institutions locales et classe de l'encadrement*
Pierre Guillemin, Étienne Walker, p. 49-58

DOSSIER

Transition sociale et environnementale des systèmes agricoles et agro-alimentaires au Brésil

- *Introduction*
François Laurent, Jùlio Cesar Suzuki, p. 61-62
- *Production et revenu dans des zones d'assentamentos ruraux au Brésil. L'exemple de Pontal do Paranapanema (Etat de São Paulo)*
Marcos Barros de Souza, p. 63-73
- *L'expansion de la monoculture dans la Pampa Gaucha et son impact sur le paysage*
Cesar De David, p. 75-80
- *Communautés Caiçaras brésiliennes: entre politique environnementale et mode de vie traditionnel*
Jùlio Cesar Suzuki, Marcos Henrique Martins, p. 81-89
- *Les femmes agricultrices brésiliennes, la relation ville-campagne et la production et la consommation de plantes médicinales*
Roseli Alves dos Santos, Marcos Aurélio Saquet, Luiz Carlos Flávio, p. 91-98
- *De la ville qui mange à la ville qui produit: l'exemple des "Hortelões Urbanos" de São Paulo*
Giulia Giacchè, p. 99-110
- *De la production à la consommation alimentaire: regards croisés entre Cianorte (Brésil) et Aubière (France)*
Vanessa Iceri, Sylvie Lardon, Marcio Rocha, p. 111-120